

Rencontre avec **Esther Benbassa** qui a co-dirigé *Le Dictionnaire des racismes, de l'exclusion et des discriminations*. **REGARDS PAGE 2**

Les droits fondamentaux s'arrêtent aux portes des **prisons**. La France est souvent condamnée pour cette situation honteuse. **NPARGUMENTS PAGES 6 & 7**

La Maison de Victor Hugo expose des peintures de maîtres liées au recueil **Les Orientales** de l'écrivain. **CULTURE&MÉDIAS PAGE 9**

# TOU**T** est à nous!

13 MAI 2010 | N°55 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

## UNION EUROPÉENNE

# LE SCANDALE



*Les plans d'austérité sont les seules réponses de l'Union européenne et du FMI à la crise de l'Europe libérale construite contre les intérêts des populations.*



La crise grecque est une crise du système capitaliste et une crise de l'Union européenne, aujourd'hui menacée de dislocation. Le plan d'austérité imposé à la population par une sainte alliance du FMI, des gouvernements de l'UE et du gouvernement socialiste grec n'est d'ailleurs pas seulement une punition infligée aux

travailleurs et aux retraités grecs mais l'annonce de plans d'austérité généralisés en Europe. Les 100 milliards d'euros du plan de rigueur français de François Fillon le prouvent! Ces éléments dramatiques dans leur application, parce qu'ils impliquent des coupes claires dans les dépenses publiques, la protection sociale et les revenus de la population, rappellent les fondamentaux de l'Union euro-

péenne que nous dénonçons depuis le traité de Maastricht de 1992. L'Europe des 27 est aux ordres des marchés. Elle organise la concurrence, la compétition entre les peuples, les travailleurs, les systèmes fiscaux et sociaux d'Europe au plus grand profit des capitaux et des marchés. Avec une logique terrible de nivellement vers le bas. **SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3**

## GRENELLE 2

# UN MONUMENT DE PRODUCTIVISME

**Après** le Grenelle 1 qui était censé rester dans l'histoire comme une révolution écologiste, le Grenelle 2 montre le peu de cas que Sarkozy fait de l'environnement. Entre les lobbies anti-éoliennes et l'électoratisme envers une population d'agriculteurs qui ne jurent que par les pesticides, le gouvernement n'a pas même réussi à teinter son capitalisme de vert. **LIRE PAGE 4**

## ROYAUME-UNI

# NON À L'AUSTÉRITÉ

**Pour** la première fois depuis 30 ans, ni les travaillistes ni les conservateurs n'ont obtenu la majorité aux élections législatives du 6 mai. Les libéraux-démocrates, quant à eux, après avoir été présentés comme une alternative au bipartisme pendant la campagne, négocient désormais avec les conservateurs. La véritable alternative doit se situer dans la riposte populaire face au plan d'austérité, et pour réclamer une réforme électorale juste. **LIRE PAGE 8**

## LES MAINS DANS LE

# CAMBOUIS IVRY-SUR-SEINE



La municipalité PS-Verts-Radicaux-LO est divisée entre les intérêts de la population et ceux des spéculateurs. Dernièrement, elle a approuvé deux projets catastrophiques écologiquement: la construction de logements sociaux sous l'autoroute alors que les bons terrains seraient transformés en quartier d'affaires, et l'agrandissement d'un incinérateur. Serge Aberdam, conseiller municipal NPA, s'est opposé à ces deux projets. **LIRE PAGE 11**



édito

Par Christine Poupin

## ANNULATION DE LA DETTE PUBLIQUE

Trois jours après l'annonce du plan d'austérité en Grèce, François Fillon dégaîne le gel des dépenses publiques pour trois ans. Il s'attaque aux plus pauvres avec la baisse des aides sociales comme l'aide au logement ou l'allocation adulte handicapé. Il poursuit la destruction des services publics avec le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Toutes ces attaques viennent s'ajouter à la réforme des retraites et au recul de l'âge légal de 60 à 63 ans dévoilée par le gouvernement. Toutes proportions gardées, cette politique obéit à la même logique que le prétendu plan de sauvegarde refusé par le peuple grec en grève générale. La crise financière et économique sert de prétexte au gouvernement Fillon pour imposer une politique d'austérité qui était déjà dans les tuyaux. Contrairement à ce que dit la propagande gouvernementale, la dette n'est pas due à trop de dépenses sociales, mais à des recettes insuffisantes. Depuis plus de 25 ans, les plus riches, les actionnaires, les grands groupes, ne paient pas assez d'impôts. Les vrais responsables de la dette sont les grandes entreprises qui profitent des exonérations de cotisations sociales et des subventions publiques, ceux qui bénéficient du bouclier fiscal. Pour combler ce déficit, les États empruntent... aux plus riches qui encaissent les intérêts : 43 milliards cette année ! Quand, il y a quelques mois, les banques étaient au bord de la faillite les États les ont sauvées. Aujourd'hui ces mêmes banques qui font à nouveau des profits exorbitants mettent les États en faillite. Et il faudrait accepter des sacrifices pour rembourser ces profiteurs ! Réforme des retraites ou plan d'austérité, c'est la même logique : faire payer la crise du système capitaliste par les populations. Une seule réponse, un mouvement d'ensemble, une mobilisation générale. C'est dans ce sens que doit se préparer la grève du 27 mai appelée par les organisations syndicales.

**10 AU 22 MAI, AMÉRIQUE LATINE, MONTPELLIER.** Quinzaine des «Peuples et cultures latino-américains» avec notamment, samedi 22 mai, conférence-débat avec Franck Gaudichaud sur «Processus démocratiques latino-américains : risques et perspectives». RV Salle Pelloutier à 19 heures. Infos : <http://collectif-alba.blogspot.com/>

**14-18 MAI, CONTRE-SOMMET DE MADRID.** Pour faire échouer les traités de libre commerce entre l'Union européenne et l'Amérique latine/ Caraïbes. Départ en car à Paris, informations/inscriptions : [madridmai2010@yahoo.fr](mailto:madridmai2010@yahoo.fr)

**17 MAI, RASSEMBLEMENT, PARIS.** Le collectif Maghreb Solidarité appelle à un rassemblement de soutien pour exiger la réintégration des 850 licenciés de Smesi-Régie au Maroc, le respect de la liberté syndicale et la libération immédiate des détenus. Rassemblement

devant le bureau de l'Office Chérifien des Phosphates. RV à 18 heures, 19, rue de l'Amiral-Hamelin Paris 16<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Léna ou Boissière).

**18 MAI, CAFÉ ANTICAPITALISTE, BESANÇON.** La section bisontine du NPA organise un débat sur «L'enjeu des retraites». RV à 20h30, Radio Bip, 14, rue de la Viotte. En face de la gare.

**19 MAI, DÉBAT, BESANÇON.** La section bisontine du NPA organise un débat sur «L'enjeu des retraites». RV à 20h30, salle des Époisses (5 avenue de Bourgogne, Planoise).

**20 MAI, DÉBAT, MONTREUIL.** Malgré la crise et la montée des périls environnementaux, le capitalisme nous est toujours présenté comme un «horizon indépassable pour l'humanité». Pourtant, face à un tel désastre

économique, social et écologique, la question de la rupture avec le capitalisme est plus que jamais d'actualité. Quels sont les ressorts du capitalisme ? A-t-il un avenir ? Comment penser l'après-capitalisme ? Le NPA vous invite à une rencontre avec Cédric Durand, économiste et animateur de la revue *Contretemps*, auteur de *Le capitalisme est-il indépassable ?* RV à 20 heures, Salle Jean-Lurçat, 5, place du Marché (M<sup>o</sup> Croix-de-Chavaux). Lire p. 10.

**20 MAI, RETRAITES, VITRY.** Réunion débat sur les retraites. En présence de Caroline Mécary (Fondation Copernic, Catherine Mills (économiste), Léon Crémieux (syndicaliste)... RV à 20 heures, Salle Robespierre, dalle Robespierre à Vitry.

**21 MAI, LGBTI, PARIS.** À l'occasion de la journée internationale contre

l'homophobie et la transphobie, le NPA organise une réunion publique. Avec Peter Drucker, activiste LGBT aux Pays-Bas, auteur de *Different Rainbows* (sur l'émergence des mouvements LGBTI dans les pays du Sud) et des intervenant-e-s, délégué-e-s de l'AG des trans, reviendront sur la lutte actuelle pour la dépsychiatisation de la transidentité. RV à partir de 18 heures au bar Le Lieu Dit, rue Sorbier, Paris 20<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Ménilmontant ou Gambetta).

**4 JUIN, LIVRE, PARIS.** Présentation de *Droites conservatrices, nationales et ultras* par l'auteur, Jacques Leclerc. Il s'agit de la suite du *Dictionnaire de la mouvance droitiste et nationale*. RV à 18 heures, Librairie L'Harmattan, 21 bis, rue des Écoles, Paris 5<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Maubert-Mutualité).

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## regards



Esther Benbassa (MP)

Propos recueillis par Antoine Boulangé

## DISCRIMINATIONS MENER LE COMBAT SUR LE TERRAIN

Rencontre avec Esther Benbassa qui a coordonné avec Jean-Christophe Attias «Le Dictionnaire des racismes, de l'exclusion et des discriminations»\*.

Quel est l'objectif de ce dictionnaire, que vous venez de coordonner avec Jean-Christophe Attias ? Il s'inscrit dans la continuité de nos actions avec l'association «Le pari du vivre ensemble», fondée en 2006 qui a organisé de nombreux événements sur les discriminations, dont un colloque en décembre sur les minorités visibles en politique. Dans tout ce que nous faisons, ces questions revenaient sans arrêt, et les gens, souvent même de bonne volonté, ne connaissaient pas les termes qu'ils utilisaient. C'est pour ça que nous avons travaillé ensemble durant quatre ans, avec 38 personnes, des savants, des intellectuels aussi bien que des gens de la société civile comme Hamé le chanteur de rap, Thuram, des politiciens comme Christiane Taubira, des militants associatifs.

Les discriminations ont pour fonction sociale de «diviser pour régner». Dans le contexte actuel de crise, qui rappelle de plus en plus les années 1930, comment se reconstruisent-elles ?

J'ai beaucoup écrit sur ces questions. L'antisémitisme moderne est né dans les années 1880, comme une sorte de soubresaut, d'opposition à la modernité, à l'industrialisation dont on a accusé les juifs. Dans les années 1930, avec la crise économique, on a fait des juifs des boucs émissaires. La situation actuelle me rappelle beaucoup les années 1930. Les juifs français, qu'on appelait les israélites, étaient très gênés par leurs coreligionnaires qui venaient d'Europe de l'Est qui portaient des costumes «ostensibles» parce qu'ils pensaient qu'ils provoquaient l'antisémitisme. J'ai souvent fait ce parallèle. En général, en France, on construit son identité contre l'autre. Jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce fut contre les juifs et aujourd'hui contre les arabo-musulmans. On voit qu'il y a la même cristallisation. Je ne soutiens pas le niqab, ni le voile, ni la polygamie, mais on ne doit pas légiférer à chaque fois. Il faudrait alors mettre en prison ces chers messieurs qui ont des maîtresses ! Chaque fois qu'un musulman fait quelque chose de «mal vu» par la société, tout l'islam, tous les musulmans sont accusés. On sait que si l'islam se radicalise d'un côté, les musulmans d'Europe créent leur propre islam de plus en plus sécularisé. Ce retour à l'islam radical en Europe de certains musulmans est une sorte de réaction aussi à la discrimination au niveau du logement, du travail, de tout. C'est une aberration d'accuser toute la communauté à chaque fois que quelqu'un n'est pas dans la norme ; les musulmans doivent trembler chez eux, se disant «est-ce qu'on va s'en prendre plein la figure à cause de celle qui sort avec le niqab» ? C'est une logique qui était la logique des juifs dans les années 1930. Ils devaient montrer qu'ils étaient là depuis longtemps, qu'ils étaient de vrais citoyens. Ce qui a été dit sur la naturalisation m'a profondément choquée. Il y a eu une vague de naturalisation des juifs d'Europe de l'Est en 1927 et avec les lois de Vichy, on leur a repris la nationalité. C'était la première loi

réroactive. Et aujourd'hui, Hortefeux dit la même chose sur la naturalisation avec une aisance choquante. Demain, est-ce que moi aussi, qui suis naturalisée depuis 34 ans, on va me faire des reproches sur ce que je dis et me reprendre ma naturalisation ?

Comment vois-tu les perspectives de la lutte antiraciste ? Pour en arriver à la situation actuelle, a-t-on mené les bons combats ? C'est une question que je me pose personnellement. Il faut mener le combat sur le terrain, au niveau associatif. Je suis peut-être un peu individualiste mais je ne crois plus aux partis, dans leur rôle, parce qu'il y a un dogmatisme qui parfois empêche de voir la réalité. Aujourd'hui, c'est la solidarité au quotidien qu'il faut construire, moi et mon voisin, et l'autre voisin, et le voisin de l'autre voisin, le concierge, le sans-papiers et le chômeur. Ces solidarités individuelles doivent devenir massives. Si nous ne disons pas bonjour à notre voisin, nous avons déjà perdu, comment voulez-vous qu'on aille de l'avant ? Il faut une solidarité éthique envers l'autre. Nous n'avons pas d'autre voie. La globalisation n'est pas complètement négative, elle met en cause les frontières, quoiqu'il y ait un retour au nationalisme primaire face à l'Europe élargie. Les jeunes gens, les étudiants ne mettent pas de frontières. Il y a ce mouvement, les jeunes sont très mobiles. Le seul moyen de ne pas être esclave de la globalisation, c'est la solidarité au quotidien. C'est ce que j'essaie de faire modestement. Nous devons prendre notre responsabilité citoyenne au sens large.

\*Éditions Larousse présent, 728 pages, 28 euros.

interview en version longue sur  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

La République française  
en hommage aux victimes  
des persécutions racistes et antisémites  
et des crimes contre l'humanité  
commis sous l'autorité de fait  
dite Gouvernement de l'État français  
(1940 - 1944)  
N'oublions jamais

(Photothèque Rouge/Milo)



# GRÈCE APRÈS LE 5 MAI, CONSTRUIRE ET ÉTENDRE LES MOBILISATIONS

Après l'énorme mobilisation du 1<sup>er</sup> Mai et malgré le drame des trois victimes dans l'incendie d'une banque, les travailleurs grecs se sont retrouvés à plus de 10 000 le lendemain pour refuser le plan d'austérité.



Athènes, le 1<sup>er</sup> Mai. (KOKKINO)

## UNION EUROPÉENNE

SUITE DE LA PAGE 1

Pour être plus compétitif que le voisin : diminuer les dépenses publiques et les impôts pour les plus riches, baisser constamment les « charges » pesant sur les entreprises, le « fardeau » qui nuit à l'investissement des fortunes, fiscaliser le moins possible les bénéfices des entreprises. Désormais, les gouvernements européens sont passés à une autre étape. Inquiets d'un monde capitaliste qui change d'axe et se réoriente vers l'Asie et les puissances émergentes, les capitalistes européens tremblent de perdre ici même la compétition mondiale. Dès lors les acquis sociaux accumulés par des décennies de luttes en Europe apparaissent comme des boulets dans la nouvelle donne mondiale du capitalisme. Un boulet dont il faut se débarrasser à coups de plans d'austérité, de remise en cause du droit à la retraite ou de baisses de salaire, pour mettre les travailleurs européens aux normes du standard mondial. La violence d'un tel plan implique aussi des régressions en termes de démocratie. Le FMI qui sévissait dans le tiers monde frappe à la porte de l'Europe. Tout un symbole. L'Union européenne organisée par les traités successifs n'est pas un espace solidaire, mais une machine à détruire les acquis sociaux du mouvement ouvrier européen. Cette Europe a été conjointement construite par les conservateurs libéraux et par la social-démocratie européenne. Celle-ci nous promettait l'Europe sociale au bout du chemin des dérèglementations libérales. La crise grecque est l'heure de vérité. L'Europe du capital se construit contre l'Europe des peuples. La seule solution proposée aux Grecs est d'accepter la dictature du FMI et des gouvernements de l'UE. Comme ceux-ci acceptent la dictature des marchés financiers qu'ils ont pourtant sauvés l'an passé de l'effondrement en s'endettant pour pouvoir les renflouer. Il fallait entendre un François Fillon nous expliquer que les agences de notation ne sanctionnaient pas la France. Des agences de notation que l'on connaît comme intrinsèquement liées aux Bourses et aux intérêts des marchés. Dès lors, la dette grecque est l'occasion de justifier un plan d'austérité déjà dans les tuyaux, tant il est vrai qu'en France aussi, ce même gouvernement qui a multiplié les cadeaux aux plus favorisés veut désormais faire payer la facture de la crise à la population. Jamais l'exigence d'une coordination des résistances, des mobilisations et des alternatives à l'échelle européenne n'a été aussi impérative. C'est la solidarité et le refus de payer la note qui doivent s'exprimer partout en Europe. Le PS, en votant le plan imposé à la Grèce, son volant français et son taux d'intérêt à 5%, vient d'adopter une position honteuse et révoltante. Du directeur du FMI, le socialiste français Dominique Strauss Kahn, au gouvernement socialiste grec de Papandréou jusqu'à ce vote parlementaire français, la ligne de partage qui traverse la gauche entre le « oui » au capitalisme dans toute sa brutalité et le « non », entre adaptation et résistance, se réactualise. En Grèce comme en Europe, il s'agit de regrouper celles et ceux qui refusent les plans d'austérité, refusent de rembourser une dette qui n'est pas la leur mais le produit de 25 années de défiscalisation libérale des plus riches et des entreprises. Qui veulent une autre Europe : celle des peuples, de la solidarité et des coopérations, des services publics, des droits sociaux et démocratiques unifiés par le haut, d'une écologie sociale antiproductiviste... Bref, ni l'acceptation docile des diktats de l'Europe des marchés ni le repli nationaliste mortifère de l'extrême droite. Une gauche anticapitaliste européenne pourrait défendre l'annulation des dettes, la nationalisation des banques européennes et la mise en place d'un service public bancaire européen qui aurait le monopole du crédit. Qui permettrait de prendre le contrôle de l'euro, de l'économie, d'imposer une autre répartition des richesses et de l'emploi, de développer des plans de reconstruction économique et sociale dans une logique de développement durable. Un changement de cap complet. Conditionné à l'engagement dans la mobilisation de millions d'hommes et de femmes révoltés. Là aussi les Grecs montrent la voie.

Pierre-François Grand

**A**près un 1<sup>er</sup> Mai tourné contre le « gouvernement Pasok-FMI-Union européenne », l'enjeu de la grève générale du 5 mai n'était pas tant l'ampleur, attendue, de la grève, mais la force et le caractère des manifestations : les travailleurs allaient-ils rester chez eux, résignés par le harcèlement médiatique sur les mesures inévitables, le discours sur la patrie en danger, mais aussi par le manque de confiance dans des directions syndicales liées au Pasok, avec en prime une division du mouvement ouvrier ? La réponse de la rue a été sans appel : à Athènes, les plus grosses manif depuis au moins 2001, quand la mobilisation avait fait reculer Simiitis (Pasok) sur son projet de casse des retraites. D'immenses cortèges dans Athènes, mais aussi de grosses manif ailleurs, avec partout un refus catégorique de payer « leur » crise, et en prime des jets d'œufs sur des locaux du

Pasok, largement élu contre la droite en septembre et prenant les pires mesures anti-sociales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. À Athènes, les mobilisations ont montré deux traits importants : l'ampleur de la manifestation a rapproché les différents cortèges, trop souvent séparés ces derniers temps et on a remarqué quelques cortèges en pointe, comme celui d'Olme (enseignants du secondaire) et les syndicats de base qui agissent depuis des semaines pour la mobilisation générale. Et l'exaspération : ainsi, face au Parlement, des milliers de travailleurs ont crié leur rage envers des politiciens qui les méprisent, la droite ou le Pasok, sans oublier l'extrême droite... très fidèle alliée du Pasok avec qui elle a voté les mesures antiouvrières. Et ces manifestants se sont confrontés à visage découvert avec les MAT (CRS) protégeant l'Assemblée. Rien à voir avec l'événement qui a endeuillé cette immense mobilisation : la mort de trois

employés de banque, asphyxiés par la fumée de l'incendie provoqué par des cocktails molotov jetés par quelques encagoulés. Sur les responsabilités du très puissant patron de la banque Marfin, sur celles du gouvernement et sur l'exploitation du drame, les communiqués de la Fédération des travailleurs des banques (OTOE) et du regroupement anticapitaliste Antarsya\* sont clairs. Mais il faut aussi le dire très nettement : il s'agit d'un crime contre des travailleurs, dont les auteurs ne pouvaient pas ignorer la présence dans les murs. Alors, il ne faut pas laisser la mouvance qualifiée d'autonome étouffer, comme fin 2008, les mouvements de masse. C'est un enjeu crucial qui suppose que la mobilisation construise ses outils de contrôle démocratique, en particulier des comités unitaires contre le plan dit de stabilité. Après cette tragédie, les flics se sont lancés dans une violence incontrôlée, asphyxiant

Athènes de leurs armes chimiques et mettant en état de siège le quartier d'Exarcheia, avec entre autres la mise à sac du local du Réseau pour les Droits politiques et sociaux (Diktyo), blessant gravement une militante. Pourtant, malgré cette terreur et malgré le choc des trois victimes, plus de 10 000 travailleurs se sont retrouvés devant le Parlement le lendemain, pour crier non au vote des mesures. C'est dire que la mobilisation est profonde et doit être, sans attendre, renforcée.

**A. Sartzekis**

\*Le communiqué d'Antarsya met en cause la responsabilité du patron de la banque Marfin « qui a obligé ses employés à travailler enfermés à clé dans un bâtiment sans protection incendie » et celle du gouvernement « qui a donné des ordres pour une attaque sans merci contre les centaines de milliers de manifestants [...] entravant l'accès des pompiers au bâtiment en feu ».

## et aussi

**SOLIDARITÉ AVEC UNE FAMILLE KOSOVAIRE EXPULSÉE AVEC UN ENFANT HANDICAPÉ.** Lundi 3 mai, une opération de police et de gendarmerie est organisée à Valmont près de Saint-Avold (Moselle) afin d'expulser une famille kosovare sans papiers. Cette famille de cinq personnes réside là depuis un an et l'un des adolescents, âgé de 15 ans, est handicapé. Il ne va pas fuir en fauteuil roulant pourtant toute la famille se retrouve au centre de rétention de Metz avant qu'un avion ne les reconduise au Kosovo. Élisabeth Castellotti, directeur de cabinet du préfet, a indiqué à la presse que l'état de santé de l'enfant était compatible avec son expulsion : « Il a été vu par un médecin inspecteur de la santé publique qui a confirmé que le Kosovo était à même de soigner ses pathologies. Son retour au pays a même été jugé bénéfique ». Les proches du jeune garçon ne sont pas de cet avis. Si les parents sont venus en France, c'est justement pour que leur enfant puisse obtenir des soins adaptés à son état. Le jeune garçon est polyhandicapé à la suite d'une maladie génétique et depuis son séjour en France, sa

situation s'était un peu améliorée. Mais pour la préfecture de Moselle aux ordres de Besson, le ministre de l'indignité nationale, les aspects humains importent peu. Il faut faire du chiffre et expulser sans retenue tous les sans-papiers qui tombent sous la main policière. Sarkozy a eu beau dire dans un discours, le 8 mai, que Vichy a trahi la France, même si le contexte n'est pas comparable, il n'en reste pas moins des attitudes bien similaires avec les expulsions de notre époque dans la France qu'il préside. Cette affaire peu banale a choqué une multitude de riverains et de voisins de la famille expulsée. Des gens ordinaires qui n'admettent pas cette injustice. Ils ont rédigé une pétition et une mobilisation a pris forme pour le retour de cette famille. Le président de l'Association des paralysés de France a écrit à Sarkozy et un comité de défense vient de se constituer. Cette mobilisation populaire peut aboutir, et ce serait une belle victoire de la solidarité face à l'arrogance et au mépris des puissants.



## RETRAITES UNE CAMPAGNE UNITAIRE

Le 6 mai dernier, à l'initiative de la Fondation Copernic et d'Attac, s'est tenu un premier meeting unitaire rassemblant la gauche politique, sociale et syndicale contre la réforme des retraites.

**SANS** aucun doute, le premier meeting unitaire rassemblant les personnalités de la gauche sociale et politique a été un vrai succès. La salle de la Bellevilloise, à Paris, était pleine à craquer et il y avait autant de monde à l'extérieur. Il faut dire qu'on n'avait pas vu une telle affiche depuis la campagne contre le TCE, en 2005. Solidaires, la CGT Finances, la Confédération paysanne, la FSU, l'Unef, les Verts, le PCF, le PS, le PG, le NPA, Attac, Copernic... Tout le monde était présent pour s'engager à mener une véritable campagne politique et sociale unitaire jusqu'à la victoire. C'est un message fort envoyé au gouvernement et au patronat qui préféreraient une gauche divisée, hésitante avec des discours contradictoires. Cela rappelle la mobilisation unitaire qui a permis le retrait du contrat première embauche (CPE). Les intervenants ont tous rappelé que d'autres options étaient possibles, que les retraites révélaient un choix de société.

Cette campagne est aussi une campagne populaire qui s'adresse à la majorité de la population avec la création de centaines de collectifs unitaires dans les régions, départements et quartiers afin d'apporter des arguments et démontrer le discours idéologique du gouvernement. Dire haut et fort que l'avenir des retraites n'est pas une question de démographie, et comme l'expliquait Willy Pelletier de la Fondation Copernic que « nous ne sommes pas coupables de vivre plus longtemps et plus vieux ». Il s'agit avant tout de répartition des richesses et du travail. Comment le gouvernement peut-il proposer de travailler plus longtemps alors que les jeunes n'arrivent pas à entrer sur le marché du travail? L'urgence est de permettre à tous et toutes d'avoir un emploi. Si au lieu de 5 millions de chômeurs, il y avait 5 millions de cotisants supplémentaires, personne ne parlerait de problème des retraites.

Les collectifs unitaires doivent être des collectifs de débats citoyens, d'éducation populaire mais pas seulement. Ils doivent être aussi des cadres pour la mobilisation sociale la plus large possible. Pour faire reculer ce gouvernement, il faudra une grève générale pour les retraites mais également pour d'autres revendications.

Ce premier meeting n'est pas isolé, d'autres sont déjà en préparation comme le 7 juin à Marseille et le 14 juin à Rouen et des centaines de réunions publiques se tiennent sur tout le territoire. De plus, l'intersyndicale appelle à une nouvelle journée de grèves et de manifestations, le 27 mai prochain, pour les retraites et l'emploi. Cette journée doit être la plus réussie possible et il ne s'agira pas d'en rester là. C'est maintenant qu'il faut se battre, en septembre il sera trop tard.

Sandra Demarcq



Cherbourg, 7 novembre 2009. Manifestation contre l'implantation d'un terminal charbonnier. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

## GRENNELLE 2 UN « MONUMENT » DE PRODUCTIVISME

Deux ans et demi après le Grenelle de l'environnement, le Grenelle 2 doit donner un cadre législatif aux engagements pris. Il confirme que le gouvernement de Sarkozy est incapable de remédier à la profonde crise écologique.

Jean-Louis Borloo, qui n'a pas peur de pontifier, nous invite à admirer le « monument législatif » qui sera laissé aux générations futures. Si une politique se mesurait au nombre d'articles de lois votés, ce gouvernement serait en effet champion. Pour autant, les mesures prévues sont totalement incapables de réduire massivement les différentes pollutions. Prenons deux exemples, les éoliennes et les pesticides.

Il existe en France un lobbying contre le développement de la filière éolienne qui, à coups de rapports et de déclarations mensongères, s'est mobilisé tout au long du Grenelle pour réduire à néant les projets gouvernementaux. Si une des mesures controversées a finalement été retirée – l'obligation de produire au minimum 15 mégawatts pour un nouveau parc éolien –, d'autres dispositions vont

mettre des bâtons dans les pales des éoliennes : l'interdiction de construire des parcs de moins de cinq machines, l'obligation de les assujettir aux autorisations ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement) comme pour des sites industriels dangereux, l'interdiction de les implanter à moins de 500 mètres des habitations. Borloo, plein d'assurance et de courage politique, a d'ailleurs déclaré : « Sur l'éolien, je ne sais pas, à la vérité, quelle est la bonne solution. » Avec ces nouvelles obligations de concentration des éoliennes, c'est la possibilité de projets locaux, contrôlés par les populations, qui est gravement remise en cause. En 2007, Sarkozy disait « Nous ne voulons pas d'une agriculture qui épuise nos sols, d'une agriculture qui utilise de façon croissante des produits chimiques dangereux. » En 2010, changement de cap. Il s'agit plutôt de rassurer un

électorat agricole qui serait menacé par les contraintes environnementales. Quelques jours avant le début de Grenelle 2, comme par hasard, l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst) a publié une analyse censée démontrer les dangers du projet de diviser par deux l'usage des pesticides en France d'ici dix ans. À cela s'ajoutent le maintien de l'autorisation de publicité pour les pesticides à usage domestique, la remise en cause de l'interdiction de pesticides dans les lieux publics (jardins, parcs, écoles) et des contraintes d'homologation pour les préparations naturelles du type purin d'ortie. Certaines ONG environnementales ont parlé de détricotage, validant l'idée que le processus initial était écologiquement ambitieux. Ainsi, Isabelle Autissier et Serge Orru, responsables de WWF France, évoquent encore l'audace et le courage de Nicolas

Sarkozy en 2007. Outre la naïveté des analyses produites à ce moment-là et la participation peu critique au processus du Grenelle, le constat devrait aujourd'hui permettre de questionner la stratégie adoptée par de telles ONG. Acceptant les diktats gouvernementaux, en matière de nucléaire par exemple, s'engouffrant dans la brèche de la taxe carbone pour demander à ce qu'on élève son prix, n'organisant aucune mobilisation... elles s'étonnent de si piètres résultats. Face à ce gouvernement qui, confronté à la crise économique, ne peut même pas se permettre de verdir un tant soit peu son capitalisme, nous avons besoin de luttes massives, pour imposer une rupture avec le productivisme.

Vincent Gay

1. 2 620 éoliennes sont installées en France produisant 4 400 mégawatts (1,6 MW en moyenne par éolienne).

## et aussi

**DÉTERMINATION ET UNITÉ CONTRE ACHARNEMENT.** Jusqu'au 20 mai, Didier Poupardin, médecin à Vitry, est en grève administrative et des soins pour exiger l'arrêt des poursuites contre lui et ses collègues, le retour aux ordonnances « unizonnes » pour les personnes gravement malades (c'est-à-dire l'arrêt du découpage du malade en tranches), le maintien du régime dit de l'affection longue durée. Ce jour-là, le tribunal des affaires de Sécurité sociale devra statuer sur la demande du directeur de la CPAM du Val-de-Marne qui lui réclame 2612 euros, somme des tickets modérateurs de ses patients en affection longue durée que la caisse refuse de prendre en charge à 100%. Comme si cela ne suffisait pas et pour lui faire payer la campagne publique menée par le comité de soutien, une commission des pénalités convoquée par ce même directeur propose une sanction de 3 065 euros. Le comité de soutien est très unitaire (associations, syndicats et partis de gauche) et sa bataille pour l'accessibilité aux soins pour toutes et tous rencontre un écho important. Dans un contexte où près de

15% des personnes déclarent renoncer à des soins pour des raisons financières, dans une commune de banlieue particulièrement concernée (l'hôpital Charles-Foix de la commune voisine est menacé), il est important de ne rien lâcher sur cette question.

**MSL-EVREUX : 80 EMPLOIS MAINTENUS MAIS À QUEL PRIX ?** Les salariés de MSL ont fait trois jours de grève début avril contre les 105 licenciements. Cela n'a pas suffi à défendre l'emploi mais cette lutte leur a rendu leur dignité. Et le combat contre le patron voyou n'est pas terminé ! Pendant que les salariés de MSL-Evreux recevaient leurs lettres de licenciement, le patron était en vacances au Maroc... Une table ronde pour l'emploi demandée par les syndicalistes CFDT a été refusée par le préfet. Le conseil régional, nouvellement élu, a décidé d'accorder 200 000 euros pour le plan de reprise du patron voyou, accompagnant ainsi le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) proposé mi-avril : 105 licenciements pour 80 emplois maintenus mais dans quelles conditions !

Les salariés licenciés n'auront que 6 600 euros, plus une indemnité selon l'ancienneté. La cellule de reclassement ne leur donnera aucune perspective d'embauche dans un bassin d'emploi sinistré. Contrairement à ce qui était annoncé par la direction, de nombreux couples seront licenciés.

Alors qu'avant le PSE, la direction organisait le chômage technique massif amputant les maigres salaires des employés, la direction a prévu 5 heures supplémentaires par semaine dès le mois de mai (les salariés passent de 35 à 40 heures), avec embauche d'intérimaires pour faire face aux commandes du donneur d'ordre Atlas. Les violations de la convention collective ont déjà été portées devant le conseil des prud'hommes. La situation s'est encore aggravée depuis : délit d'entrave au fonctionnement du comité d'entreprise, travail dissimulé constaté par l'inspection du travail et discrimination syndicale à l'encontre des syndicats majoritaires CFDT et CGT. Les salariés licenciés vont également attaquer le patron pour licenciement abusif.

# Nos emplois, pas leurs profits!

**AFR DOUAI CONTRE LES VAUTOURS.** En conflit depuis le 30 mars, les salariés d'Arbel Fauvet Rail (AFR) ont encaissé la liquidation judiciaire de leur boîte prononcée par le tribunal de commerce de Paris, le 5 mai. Sur le front politique, Christian Estrosi, ministre de l'Industrie, n'accorde aucun crédit au plan de reprise présenté par les salariés. C'est donc seuls qu'ils portent le projet d'une coopérative ouvrière et d'une organisation cohérente du fret ferroviaire du territoire. La bataille politique se joue désormais au plan local, face à la communauté d'agglomération du Douaisis et du conseil régional, dont le soutien n'est pas assuré. Même si les ouvriers d'AFR sont sûrs d'être suivis par leurs clients, il leur faut récupérer les brevets techniques de leur savoir-faire. C'est là que l'adversité se déchaîne : les vautours capitalistes du monde entier s'y intéressent et veulent accélérer la dilapidation de l'entreprise. Pour ces acheteurs potentiels, c'est juste un bon moyen d'exploiter une manne, loin des préoccupations des salariés d'AFR d'un

développement tant social qu'écologique de la région, grâce au rail. Ici Douai... le combat continue!

**TRAHISON À SURCOUF.** La rencontre avec la direction de Surcouf, le vendredi 7 mai, lors de la réunion du comité central d'entreprise a été sabotée. Les salariés ont été trahis par les représentants de la CGC mais aussi par le représentant CFTC qui a ainsi donné à la direction la majorité (4 voix contre 3). Ces deux organisations ont accepté le Plan social tel que le patronat entendait l'imposer. Elles ont aussi trahi sur le paiement des jours de grève. Inutile de dire que les salariés sont dans une colère noire. Le boulot reprend, mais la lutte n'est pas finie. La CGT, FO et la CFDT vont attaquer en justice tant les entorses à la légalité et au droit du travail ont été nombreuses pendant ce conflit. Les partis de gauche lors de la réunion du Conseil de Paris, lundi 10, ont émis le souhait que la direction revienne à la table des négociations... Un vœu pieux?

**De l'argent, il y en a!**  
Pas de cure d'austérité pour tout le monde : les patrons les mieux rémunérés en France touchent entre 200 et 350 années de Smic par an (entre 2,5 et 4,4 millions d'euros), selon les données de 2009, sans tenir compte de tous leurs avantages. Les revenus 2009 n'ont pas baissé par rapport à 2008 pour la plupart des grands patrons malgré la crise financière. Ces revenus vont bien au-delà de ce qu'un individu peut dépenser au cours d'une vie pour sa satisfaction personnelle. Ces revenus démesurés concernent également de hauts cadres : 23 années de Smic pour un cadre du secteur de la finance, 18 années pour un dirigeant d'entreprise salarié...

## CHEMINOTS LA GRÈVE VUE DE SAINTES

Malgré les menaces de libéralisation du fret, les cheminots de Saintes (Charente-Maritime) ont faiblement participé aux mouvements de grève des deux derniers mois. La division syndicale et les multiples appels pour des jours différents en fonction des services en sont en partie responsables.

**L**es cheminots saintais ont participé, comme les autres, aux mouvements de grève de mars-avril. Ces mobilisations étaient dirigées contre la libéralisation du transport ferroviaire, contre la politique de restructuration de la direction qui veut mettre en place une gestion par activité qui séparerait celles-ci de façon étanche qui bannirait toute passerelle entre elles et dont l'objectif final est de les privatiser. De fait, cette séparation est à l'ordre du jour depuis fin 2008. En décembre, Sud Rail avait proposé, contre ce projet, le dépôt d'un préavis de grève qu'avait refusé la CGT. Lors de la grève interprofessionnelle du 23 mars dernier, Sud Rail avait insisté en proposant, toujours sans succès, de poursuivre l'action. Début avril, la direction de la CGT provoquait une réunion interfédérale avec la CFDT et l'Unsa. Sud Rail étant tenu à l'écart. Cette «intersyndicale» déposait un préavis de grève reconductible en fragmentant

et en décalant le mouvement des différents services. Ainsi les conducteurs et les contrôleurs débutèrent la grève le 6 avril à 20 heures, les agents du fret, le 7 à la même heure et les agents sédentaires, le 8 en grève carrée non reconductible. Sud Rail déposait alors un préavis unique, tous services, reconductible à partir du 6 avril. Le 5 avril, la CFDT et l'Unsa se retiraient du préavis, estimant avoir obtenu des avancées sur les salaires et l'emploi. À Saintes, ces événements accompagnaient des perspectives peu réjouissantes. La direction a prévu la création d'une entité TER stricte à laquelle le personnel serait rattaché. Ce projet fait partie du découpage et de la gestion par activité auquel il a déjà été fait allusion. Découpage qui a pour objectif une future privatisation secteur par secteur. Parallèlement, l'avenir du technicentre saintais paraît difficile avec une charge de travail qui ne dépasse pas

trois ans et une «restructuration fusion» envisagée avec celui de Périgueux. Aux cheminots qui, à l'initiative de Sud Rail, ont manifesté devant la salle des fêtes de Pons, le ministre des Transports, Dominique Bussereau, qui y tenait une réunion publique, celui-ci a indiqué qu'aucune fermeture n'était exclue, leur promettant de les recevoir bientôt, ce qu'il n'a toujours pas fait. Il y avait donc de quoi susciter une forte mobilisation des cheminots à Saintes. Pourtant, le mercredi 7 avril, on comptait seulement 17 grévistes dont 9 sur le piquet. Le jeudi 8, il y en avait 80 dont 25 sur le piquet, sur un total de... 428 agents. Le vendredi 9, seuls les roulants et les contrôleurs étaient encore en grève. Bien sûr la division syndicale n'explique pas tout mais on ne peut nier qu'elle a joué un rôle non négligeable dans la faiblesse de la mobilisation. Signalons au passage que la CGT a dépêché sur place l'un de ses représentants venu de

Bordeaux pour inciter les cheminots à ne pas suivre le préavis déposé par Sud Rail pour le mardi 6. En revanche, certains ont fait grève pendant 21 jours au dépôt. Mais ils étaient bien seuls. La grève a cependant décidé la direction locale à recevoir une délégation CGT-SUD Rail. Elle a affirmé que si aucune décision n'avait été prise sur l'éventuelle fusion avec Périgueux, l'établissement Matériel de Saintes serait en sureffectif de 30 emplois selon la direction. Les 30 départs à la retraite seraient compensés par l'embauche de quatre contrats en alternance qui ne sont pas des emplois véritables, et par la création de deux postes. Ce qui est évidemment loin du compte.

**Un cheminot saintais**



## CHÔMEURS GRÈVE CONTRE L'ISOLEMENT

Depuis une semaine, une série d'actions mobilise chômeurs et précaires sous le symbole de la «grève des chômeurs».

**À RENNES,** Brest, Quimper, Tours, Bordeaux, Montpellier, Montreuil et bientôt Lille, la grève revêt peu à peu ses formes originales : déménagement du mobilier à Rennes, occupation de la caisse d'allocation familiale à Brest, piquet de grève dans la rue piétonne de Montreuil. À Paris, l'occupation du siège de Pôle emploi a été suivie de 97 arrestations qui ont entraîné, le lendemain, une motion unanime des syndicats de Pôle emploi (SNU-FSU, Solidaires, CGT, FO) soutenant les revendications des chômeurs. Lancé par le collectif de Rennes – qui avait organisé des actions et manifestations importantes en décembre 2009 –, appuyé sur la coordination bretonne – dont le collectif de Brest avait occupé pendant huit jours la mairie en décembre –, ce mouvement reprend les acquis des Marches contre le chômage et les précarités de fin 2009. Soutenu par la Coordination des intermittents et précaires d'Île-de-France (CIP-IDF), il a été rejoint par AC! et diverses organisations de soutien aux chômeurs. Malheureusement, les anciennes associations de chômeurs (Apeis, CGT Chômeurs) en sont encore absentes.

La grève, c'est le refus, sous toutes ses formes, du contrôle que met en place Pôle emploi. C'est le refus du travail imposé, avec les «offres raisonnables d'emploi», déqualifiées, partielles, précaires et très éloignées du domicile. C'est, comme le réclame le tract de Nice, le «blocage de la machine à précariser» pour réclamer l'arrêt des radiations et des autres harcèlements.

Comme le dit un manifestant de Nantes, «la grève, c'est l'occasion de s'organiser collectivement, de faire plier la machine Pôle emploi – en accompagnant les chômeurs en cas de problèmes par exemple – et de lutter contre l'individualisation, la culpabilisation et l'exploitation des chômeurs avec des boulots précaires. Ce n'est plus un chômeur face à Pôle emploi mais un + un + un... Pas forcément avec des revendications à la clé mais surtout la volonté de s'unir pour inverser le rapport de forces en notre faveur.»

Cette grève marque une nouvelle étape dans la remobilisation des chômeurs et précaires. Elle doit être soutenue par le maximum de forces dans notre pays. **Louis-Marie Barnier**

Extraits de l'appel à la grève lu, lors de l'intervention inattendue d'un collectif à l'émission «L'objet du scandale» sur France 2 :

«Franchement, nous avons mieux à faire que de vendre notre temps de vie pour un salaire de misère, à des entreprises qui décident à notre place quoi et comment produire. Avec ou sans emploi, à la retraite ou plus jeunes, nous voulons un revenu garanti pour tous et toutes, inconditionnel, qui nous permette de vivre et ne plus penser le travail comme ce que nous avons ou n'avons pas, mais comme ce que nous faisons. Que mille collectifs fleurissent sur les décombres du plein emploi. Inventons ensemble la grève des chômeurs et précaires !»



Paris, 1<sup>er</sup> Mai. Didier Le Reste fédération des cheminots CGT. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

# RESPECT DES PRISONNIERS

**Depuis** des années, des rapports dénonçant le système carcéral en France sortent : rapports parlementaires, rapports de commissaires européens aux droits de l'homme, d'Amnesty international, et des condamnations régulières de la Cour européenne des droits de l'homme sont faites pour traitements inhumains, actes de barbarie, etc., à l'encontre des détenus.

Pourtant, rien ne bouge ou si peu ! La récente loi pénitentiaire ne répond pas à cette situation indigne des prisons françaises, elle les aggrave au contraire par certaines dispositions.

L'administration pénitentiaire est un État dans l'État. La surpopulation carcérale actuelle dégrade considérablement les conditions de détention des détenus qui est déjà basée sur l'humiliation et la déshumanisation plutôt que sur l'idée de préparation à la sortie et à l'insertion.

À la peine privative de liberté s'ajoute un déni du droit pour les détenus. En effet, les droits fondamentaux comme le droit à la santé, à l'éducation, de voter, à un salaire au Smic, de rencontrer ses proches dans des conditions décentes, et tout simplement le droit à la dignité sont largement bafoués. « La philosophie » du système pénitentiaire en France repose sur l'idée qu'au-delà de la privation de liberté, le détenu doit au quotidien payer « sa faute » par une atteinte à ses droits fondamentaux.

L'administration pénitentiaire devrait aider les prisonniers à préparer leur sortie, donc leur avenir, en leur permettant de se reconstruire et non de se détruire.

Les prisons sont remplies de personnes qui n'ont rien à y faire. De plus en plus de personnes souffrant de graves troubles psychiques, qui relèvent de la psychiatrie ou de la santé mentale, se retrouvent derrière les barreaux.

La peine d'emprisonnement devrait être l'exception. Le développement des peines alternatives à l'incarcération devrait être généralisé, c'est la meilleure façon de prévenir la récidive. Par ailleurs, l'ensemble des lois répressives votées depuis 2001 (dont nous exigeons l'abrogation) et leur application par les juges ne fait qu'accroître le nombre de personnes détenues, particulièrement la loi de 2005 instituant les peines plancher. L'instauration de la rétention à perpétuité va augmenter le nombre de détenus dont l'horizon indépassable sera les murs d'une cellule.

## SURPOPULATION ET PRISON À DOMICILE

Il y a en France 106 maisons d'arrêt et 79 établissements pour peine. Au 1<sup>er</sup> avril 2010, 61 700 personnes y sont détenues pour 56 300 places. La surpopulation ne concerne que les maisons d'arrêt, c'est-à-dire la détention provisoire et, théoriquement, les condamnés à qui il reste moins d'un an à tirer.

La surpopulation moyenne se maintient autour de 110%, mais pour saisir vraiment la réalité, il faut savoir que 29 prisons ont une densité supérieure à 150% et 9 à 200%.

La ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie communique à tout-va sur les alternatives à l'incarcération, principalement sur le bracelet électronique censé résoudre la surpopulation carcérale. Le nombre de bracelets posés augmente de façon spectaculaire et les profits du business sécuritaire

aussi ! En premier lieu, la priorité au bracelet masque le plus faible recours aux travaux d'intérêt général, au suivi-mise à l'épreuve ou encore à la semi-liberté, toutes mesures qui exigent des locaux et du personnel. En second lieu, pour avoir droit au bracelet, il faut disposer d'un logement avec téléphone fixe, d'un emploi ou d'une formation. Les pauvres, qui se retrouvent souvent précisément condamnés à cause de leurs conditions de vie désastreuses, n'auront toujours en guise d'alternative que l'incarcération.

Enfin, le bracelet est la version moderne du boulet des bagnards : la prison est inscrite jour et nuit dans le corps du détenu ; l'expérience montre qu'au delà de six mois, la contrainte devient insupportable, entraînant le retour à la case prison.

## LOI PÉNITENTIAIRE : ON A PRIS 20 ANS !

Cette loi de septembre 2009 qui, selon ses promoteurs, consacre l'avènement d'un système carcéral moderne, progressiste et humaniste, « entérine en fait une politique ultra sécuritaire, liberticide, dont la défiance et la volonté de vengeance sont le credo », selon la CGT pénitentiaire. Deux exemples illustrent cette juste appréciation :

- Le droit d'être seul en cellule (revendiqué massivement par les détenus consultés lors des États généraux de la condition

pénitentiaire), datant de 1875, est abandonné au profit d'un fumeux « libre choix » assorti d'un moratoire de cinq ans opposable au détenu qui fera le mauvais choix de l'intimité.

- Le quartier disciplinaire (successeur des quartiers de haute sécurité), loin d'être supprimé, est simplement aménagé : la durée d'enfermement possible au mitard baisse mais reste une des plus longues d'Europe avec 30 jours maximum (au lieu de 45 jours auparavant).

## LA FRANCE ET SES PRISONNIERS POLITIQUES

Depuis 1981 et la suppression par le gouvernement Mauroy de la Cour de Sécurité de l'État, il n'existe plus officiellement de prisonniers politiques en France. 30 ans plus tard, des centaines de militants n'en restent pas moins astreints à un régime spécial issu directement de l'architecture policière, judiciaire et législative de l'antiterrorisme français.

La clé de voûte du dispositif repose sur la loi du 9 septembre 1986 qui concentre le traitement des affaires « terroristes » entre les mains de la 14<sup>e</sup> section du parquet de Paris. Cette loi crée une nouvelle infraction : « l'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » dont l'interprétation large de cette notion imprécise par les juges spécialisés – et zélés – est à l'origine d'innombrables dérapages (procès Chalabi, affaire Tarnac, rafles dans la mouvance indépendantiste basque) et confie à son bras policier, la sous-direction antiterroriste (SDAT), des pouvoirs exorbitants.

Actualisée à de multiples reprises (y compris par la gauche) notamment depuis le 11 septembre 2001 (lois « relative à la sécurité quotidienne », « pour la sécurité intérieure », Perben 2), la législation antiterroriste représente une arme de guerre contre les libertés par les multiples dérogations introduites au droit commun qui accroissent le spectre de l'action policière et diminuent le rôle de la défense : gardes à vue portées à quatre voire six jours, intervention de l'avocat à la 72<sup>e</sup> heure, détention préventive pouvant atteindre six ans, cours d'Assises spéciales composées uniquement de magistrats professionnels, allongement de la durée des peines.

La condamnation passée, l'institution pénitentiaire prend le relais et applique aux prisonniers politiques ainsi qu'à tous

les enfermés se dressant contre le système des traitements inhumains dénoncés par de nombreuses organisations. Parmi ces traitements, l'éloignement quasi systématique des détenus politiques de leurs proches et l'attribution du statut de détenu particulièrement surveillé (DPS). Marqués ainsi au fer rouge, les détenus politiques voient leur quotidien soumis à un contrôle très strict : surveillance accrue, restriction pour faire des études, déplacements limités dans la prison, interdiction de travail, quartiers d'isolement, changements constants d'établissements.

Aucun chiffre n'est actuellement disponible sur le nombre de prisonniers politiques incarcérés en France. En 2005, le ministère de la Justice avait cependant réuni une statistique sur les personnes détenues pour « incrimination terroriste ». Le plus fort contingent des 358 prisonniers était alors basque (159) loin devant les « islamistes » (94), les Corses (76). Apparaissaient ensuite les membres de l'organisation d'extrême gauche espagnole du Grapo (13), ceux d'Action directe (7 dont Jean-Marc Rouillan) et des militants révolutionnaires internationaux (dont Georges Ibrahim Abdallah incarcéré depuis 1984).

Dans un contexte ultra sécuritaire de criminalisation du mouvement social, il est plus que jamais urgent d'exiger la suppression de la législation antiterroriste, la reconnaissance du statut de prisonnier politique, le rapprochement immédiat de tous les prisonniers détenus loin de leurs familles, la fin des longues peines ainsi que l'abolition du statut de DPS et des quartiers d'isolement pour tous.

# iments

# LES DROITS DES MINIERS!

## SUICIDES: UN NOUVEAU RECORD EN 2010?

Ban Public tient la triste comptabilité des suicides et morts suspects en détention. Ces militants, en révélant le record de 129 suicides en 2009, ont obligé Alliot-Marie à s'engager à rendre publics les chiffres officiels. À chaque communiqué (déjà 41 suicides depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010), cette association rappelle que les suicides sont sept fois plus fréquents en prison qu'à l'extérieur et que le choc carcéral à l'entrée en détention, la période du jugement et le placement au quar-

tier disciplinaire sont des périodes de particulière vulnérabilité.

Toutes les mesures pour empêcher les suicides (rondes supplémentaires, draps en papier, recours au co-détenu) ne changeront rien au fait que c'est l'emprisonnement en tant que tel qui est, le plus souvent, la cause première du suicide en prison.

## MINEURS INCARCÉRÉS

Un mineur peut être mis en détention provisoire dès 13 ans s'il fait l'objet d'une procédure criminelle et dès 16 ans en matière correctionnelle. Par contre, lors du jugement, en matière correctionnelle, il peut être condamné à la prison dès 13 ans.

Les jeunes sont incarcérés dans des centres de jeunes détenus et depuis 2007 en établissement pénitentiaire pour mineurs (EPM). Il est obligatoire qu'ils soient en cellule individuelle.

Depuis 2007, six EPM ont été ouverts en application de la loi Perben I de septembre 2002. Ces ouvertures se sont effectuées à grand renfort d'une communication gouvernementale démagogique qui proclamait que l'objectif des EPM était «de faire tourner la détention autour de la salle de classe». Ceux qui parlent d'éducation par la prison font semblant d'oublier qu'elle renforce toujours l'exclusion et favorise la récidive et minimisent le poids des murs, du système disciplinaire, de l'isolement et le but punitif de la prison.

En appliquant aux mineurs de plus de 16 ans le droit pénal des majeurs et en infligeant des peines à des enfants de plus en plus jeunes, le gouvernement a fait le choix de répondre aux actes délictueux par la seule logique de l'enfermement, écartant la nécessaire recherche des causes de ces passages à l'acte qui seule pourrait en éviter la réitération.

La loi Perben I encourage l'incarcération, allant jusqu'à lui conférer des vertus de réinsertion, en dépit de tous les constats généralement admis. Depuis l'ouverture du premier EPM début 2007, de nombreux incidents violents se sont déroulés dans ces établissements, entraînant des opérations de maintien de l'ordre, des mesures d'isolement pour les jeunes et des consignes de silence en direction des personnels.

L'incarcération est une rupture supplémentaire et renforce les risques de passages à l'acte violent tournés contre les autres ou contre eux-mêmes. Plusieurs suicides d'adolescents en EPM ont d'ailleurs eu lieu comme dans les centres de jeunes détenus. Le souci du soin et de l'éducation pour prévenir les mises en danger des détenus est contradictoire avec la logique punitive du système carcéral.

Alors que les EPM sont créés, les foyers éducatifs et services d'insertion professionnelle ferment, ôtant tout moyen éducatif aux personnels de la protection judiciaire de la jeunesse.

Au lieu de renforcer l'accompagnement éducatif et social qui peut limiter les répercussions négatives de la précarité (2 millions d'enfants pauvres en France) sur la construction psychique des adolescents, le choix est fait d'ajouter l'exclusion de l'incarcération à l'exclusion sociale.

## LES PROPOSITIONS DU NPA

Nos revendications immédiates se situent dans une logique de rupture avec le tout carcéral. Au-delà de ces revendications, il est nécessaire que le NPA ait une réflexion : les prisons ont-elles une place dans la société que nous voulons ?

### Il faut refuser :

- l'incarcération des malades, des sans-papiers, des mineurs, des personnes sous dépendance de la drogue, des auteurs de petits délits, souvent liés à la misère.
- l'emprisonnement préventif sauf en l'état actuel pour les crimes de sang.
- les condamnations à perpétuité, les peines incompressibles.

### Il faut exiger :

- un service de santé efficace dans tous les établissements pénitentiaires et la libération immédiate de tout détenu atteint d'une maladie grave (application de la loi Kouchner).
- l'abolition de la fouille corporelle qui est une humiliation insupportable.
- des installations sanitaires (toilettes, douches) pour chaque détenu qui préservent son intimité.
- le Smic au moins pour les détenus qui travaillent. Ils sont actuellement sous-payés au grand profit de l'administration et d'entreprises.
- le rapprochement de leurs familles. Les détenus doivent pouvoir recevoir leurs familles dans des lieux aménagés qui leur permettent notamment d'avoir des rapports sexuels et amoureux. Les conditions faites aux familles de détenus sont elles aussi humiliantes : éloignement de la prison, accueil basé sur la suspicion.
- la suppression du prétoire et du mitard. Avec le prétoire, le système carcéral s'est doté d'une justice parallèle qui conduit le plus souvent les détenus au mitard.

Pour en savoir plus et lutter :

Ban public : [www.prison.eu.org](http://www.prison.eu.org)  
 Observatoire international des prisons : [www.oip.org](http://www.oip.org)  
 L'Envolée : [lejournalenvolee.free.fr](http://lejournalenvolee.free.fr)  
 Contrôleur général des prisons : [www.cgpl.fr](http://www.cgpl.fr)  
 Groupement étudiant national d'enseignement aux personnes incarcérées : [www.genepi.fr](http://www.genepi.fr)  
 Robin des lois : [www.robindeslois.org](http://www.robindeslois.org)



Prison de Fresnes. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO)



## ALLEMAGNE ÉLECTIONS SUR FOND DE CRISE

La défaite de la droite aux élections régionales de Rhénanie du Nord/Westphalie ouvre des perspectives à la gauche du parti social-démocrate.

**LES DEUX** partis de droite de la coalition dirigeante d'Allemagne, l'Union chrétienne démocrate (CDU) et les libéraux (FDP), ont perdu l'élection régionale de Rhénanie du Nord/Westphalie du 9 mai. La région est fortement touchée par la crise économique et le chômage atteint 20% dans certaines parties de la Ruhr. Suite à cette défaite, la droite a perdu la majorité parlementaire à la chambre haute du Parlement représentant les régions, le Bundesrat, équivalent du Sénat français. Pour autant, cette défaite de la droite ne correspond pas forcément à un basculement massif vers la gauche. L'abstention de 66% a encore progressé et le parti social-démocrate (SPD) a perdu 2,6% des voix par rapport à 2005, son plus mauvais résultat depuis 1950. Une partie du résultat serait dû, selon les sondages, au ressentiment des électeurs envers le prix qu'ils auront à payer pour le «sauvetage» de la Grèce alors qu'ils subissent eux-mêmes la crise. Un tel ressentiment peut être exprimé aussi bien par une droite nationaliste anti-européenne que par des électeurs de gauche qui refusent de faire les frais de la crise capitaliste. On peut noter à l'appui d'une poussée à gauche que l'extrême droite fait un très faible score (1,4%).

Les Verts font 12% et gagnent 5,9% depuis 2005. Die Linke réalise 5,6%, gagnant 2,5%, et disposera maintenant de onze députés dans la chambre haute. Deux camarades de la fraction de gauche de Die Linke ont été élus en Rhénanie du Nord/Westphalie, Wolfgang Zimmermann et Michael Aggildidis.

Dans la région, les négociations vont se faire dans le sens d'une coalition entre le CDU et le SPD ou dans le sens d'un regroupement SPD, Verts et Die Linke. Il y a une poussée populaire pour que cette dernière coalition se réalise malgré la résistance du SPD. Mais Die Linke en Rhénanie du Nord/Westphalie n'est pas Die Linke à Berlin ou à Brandenburg, elle se situe nettement plus à gauche et va très probablement résister à la tentation de coalition, tout en s'efforçant de faire payer au SPD et aux Verts l'échec des négociations. Die Linke propose un programme d'urgence régional. Wolfgang Zimmermann a déclaré: «*Nous avons toujours dit que nous étions prêts à parler avec le SPD et les Verts, mais il s'agit du contenu, et nous voulons un véritable changement politiquement dans l'intérêt de la majorité de la population.*» Les prochaines semaines vont donc être décisives. Un autre choix possible serait de constituer un gouvernement régional minoritaire du SPD et des Verts avec des «majorités alternantes» en fonction des sujets. Mais le SPD et les Verts auront du mal à accepter une telle proposition au nom de la sacro-sainte «stabilité».

Correspondant

## ROYAUME-UNI CONTRE L'AUSTÉRITÉ, POUR UNE RÉFORME ÉLECTORALE

Aucun des deux grands partis n'a obtenu la majorité aux élections législatives. La bataille urgente est l'adoption d'une nouvelle loi électorale et la mobilisation contre les plans d'austérité.



Débit de bière avec les caricatures de Gordon Brown, Nick Clegg et David Cameron. (CATHAL McNAUGHTON/REUTERS)

**L**es libéraux-démocrates (lib-dems) n'ont obtenu que 25% des voix (10% des sièges) et le Royaume-Uni se retrouve avec un Parlement sans majorité pour la première fois depuis 30 ans. Les trois partis avaient tous un plan d'austérité dans leur programme. Quel que soit le nouveau gouvernement qui émergera des négociations en cours, les travailleurs doivent donc se préparer à mener le combat.

Les lib-dems, en position d'arbitre, ont l'occasion unique, depuis plusieurs générations, de faire modifier le scandaleux système électoral uninominal majoritaire à un tour qui garantit le pouvoir aux deux grands partis, au grand mépris du vote des électeurs. S'ils ne la saisissent pas, ils seront de nouveau mis pour longtemps aux oubliettes.

Le dirigeant des lib-dems, Nick Clegg, a négocié avec les conservateurs pour obtenir

une réforme électorale en échange d'un soutien. C'est un jeu très dangereux car rien n'arrêtera les conservateurs dès qu'ils auront réussi à revenir au pouvoir. Ils feront un compromis non sincère avec les lib-dems et essaieront de se débarrasser d'eux au plus vite à l'occasion d'élections anticipées. Ils feront ensuite tout pour revenir à l'ancien système électoral dont ils ont profité pendant la plus grande partie du xx<sup>e</sup> siècle. Leur priorité est aussi de mettre en œuvre rapidement des coupes budgétaires qui vont coûter des millions d'emplois. Les conséquences seront désastreuses, certes pour la classe ouvrière, mais aussi pour les lib-dems s'ils s'y associent. L'autre possibilité pour les lib-dems est de s'allier au New Labour et aux partis nationalistes (Écosse, Pays-de-Galles). Ensemble, ils ont obtenu 14 millions de voix contre 10 millions pour les conservateurs. Les lib-dems sont plus proches du New

Labour que des conservateurs et le New Labour leur a déjà proposé un changement rapide de la loi électorale appuyé par référendum et même la démission de Gordon Brown.

Sans appeler à une telle coalition, on ne peut être indifférent au fait que les lib-dems s'allient aux conservateurs ou contre eux. En effet, une coalition entre lib-dems et travaillistes constituera une menace moins immédiate et durable que le retour au pouvoir des conservateurs, même au travers d'une coalition ou d'un gouvernement minoritaire. Les travaillistes et les lib-dems ne représentent pas les intérêts de la classe ouvrière, ils sont plutôt le deuxième choix de la classe dominante qui n'a pas pu imposer les conservateurs. Si une telle coalition se mettait en place, elle subirait la pression des marchés internationaux et des médias tenus par les conservateurs pour appliquer les coupes budgétaires qu'ils

ont prévues.

C'est pour cela qu'il est très important de mobiliser dans les organisations syndicales, dont la majorité est restée passive face à l'austérité, pour réagir à toutes les privatisations de services publics et aux restrictions budgétaires. Les déficits budgétaires créés par la crise bancaire doivent être comblés par l'annulation des dépenses inutiles comme les missiles nucléaires Trident, les guerres comme celle d'Afghanistan, la création de cartes d'identité, etc., accompagnée d'une énergique taxation des grosses entreprises, des banques et des riches.

Il ne faut pas laisser la bataille pour une loi électorale à représentation proportionnelle aux mains des lib-dems mais construire un large mouvement de masse avec le mouvement ouvrier sur cette question fondamentale.

Alan Thornett  
Traduction Jacques Radcliff

## et aussi

**THAÏLANDE: RÉPRESSION ET NÉGOCIATIONS.** Les affrontements du 7 mai ont fait deux nouvelles victimes parmi les forces de l'ordre et montrent qu'un accord est loin d'être trouvé. La semaine dernière, le Premier ministre, Abhisit Vejjajiva, a endossé la divulgation à la presse d'un «plan» laissant entendre qu'une partie des dirigeants du Front uni pour la démocratie et contre la dictature (UDD) et certains universitaires conspiraient contre la monarchie, un crime passible en Thaïlande de trois à quinze ans de prison.

La situation a pris un tour nouveau le 5 mai, Abhisit faisant une «offre» en proposant aux Chemises rouges de dissoudre le Parlement en septembre pour tenir des élections le 14 novembre. Cette proposition garantit à Abhisit d'être encore au pouvoir le 1<sup>er</sup> octobre, lors du très stratégique remaniement du commandement militaire. Les dirigeants des Chemises rouges ont jugé positive l'initiative d'Abhisit mais ont indiqué que la fin de l'occupation de Rachaprasong était conditionnée aux garanties que

donnerait le Premier ministre, en particulier sur la date de dissolution du Parlement, la fin de l'état d'urgence et de la censure. Début avril, Abhisit avait rompu les négociations avec les dirigeants de l'UDD, les Chemises rouges, et poussé le chef de l'armée à intervenir militairement pour «nettoyer» le quartier occupé de Ratchaprasong à Bangkok. Plutôt que de chercher un règlement politique, Abhisit préférerait traiter les manifestants de terroristes.

**MARÉE NOIRE.** BP n'a toujours pas trouvé de solutions pour colmater la fuite de pétrole sous-marin de 800 000 litres par jour occasionnée par l'explosion de sa plateforme Deepwater Horizon forant en eau très profonde (1 500 mètres) dans le Golfe du Mexique. Il semble que les pétroliers n'aient jamais prévu la survenue et les conséquences catastrophiques d'un tel accident, pourtant faciles à imaginer. Les capitalistes ne connaissent qu'une catastrophe, la baisse de leurs profits, le reste ne les concerne pas.

Obama a déclaré que BP devait payer. Il le faut certes, mais l'argent ne suffira pas. Des réserves importantes de faune sauvage sont gravement menacées ainsi que 12 000 km<sup>2</sup> de précieuses zones humides littorales. Leur disparition risque de provoquer des problèmes socio-économiques et écologiques insurmontables: perte d'emplois liés à la pêche de poissons et crustacés, amplification des crues, érosion accélérée, dégradation de la qualité de l'eau, etc. Les gisements se saturant, une des stratégies des pétroliers est d'augmenter ces exploitations très dangereuses en eau très profonde et ils ne veulent surtout pas que cet accident les remettent en cause. Cet accident montre que pour sauver notre planète il est urgent d'imposer une autre politique que le profit dans le secteur de l'énergie et qu'il faut orienter la recherche dans des investissements publics et contrôlés par la population et les salariés, pour des énergies renouvelables plutôt que dans de nouveaux forages de plus en plus profonds et périlleux.



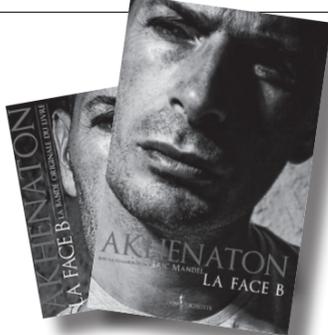
**BD**  
**BESTIOLES/Hubert, Ohm/ DARGAUD/19 EUROS**  
Dans cette BD aux accents écologiques et aux personnages à tête d'animaux, les Terriens ont découvert une nouvelle planète et décidé de préserver son écosystème, même s'ils y implantent des stations. Luanne, une jeune femme, est pilote de dirigeable et doit acheminer des vivres vers une des stations. Elle embarque avec un copilote alcoolique et misogyne et un jeune stagiaire fils à papa. La chute de l'appareil dans un environnement hostile est l'occasion pour les auteurs de déployer un récit plein de fantaisie et d'imagination. Une bonne histoire de science-fiction et des dessins très originaux, avec notamment des couleurs très réussies, et des moments d'aventure épique.

Sylvain Pattieu



**THÉÂTRE**  
**PROCÈS-SPECTACLE/ Jolie Môme**  
En 2005, la compagnie Jolie Môme occupait les locaux du siège de la CFDT pour protester contre sa signature d'accords qui mettaient en danger le statut des intermittents du spectacle. Quelque temps après, la CFDT portait plainte contre Michel, directeur artistique de la compagnie, et Ludovic, membre d'un webmédia alternatif. Jolie Môme innove alors brillamment en présentant *Procès-Spectacle*, un spectacle original, où se côtoient Prométhée, Ernesto, Lilith, etc., venus témoigner à la barre dans le grand procès du militantisme. Le jugement en appel se déroulera le 4 juin, à la cour d'appel du palais de justice de Paris. À cette occasion, Jolie-Môme rejoue *Procès-Spectacle* du 13 au 16 mai à la Belle-Étoile et vous invite, en plus de passer un bon moment, à soutenir la compagnie : [www.cie-joliemome.org](http://www.cie-joliemome.org).

Linda Sehili



**LIVRE-CD**  
**LA FACE B/Akhenaton/ DON QUICHOTTE et EMI**  
Il est impossible d'oublier le rôle déterminant qu'a joué IAM dans la naissance de la culture hip-hop dans l'Hexagone, ainsi que dans la propagation en son sein d'un certain nombre de thématiques (l'attention à l'Afrique, le rapport au Foot, etc.). Adeptes d'un rap conscient et festif (*Je danse le Mia*), le groupe et sa figure de proue Akhenaton, n'ont finalement jamais été aussi bons qu'à contre-emploi, comme avec la chronique sociale fleuve *Demain c'est loin* ou le retour sur la mémoire «italienne» de la cité phocéenne (*L'Americano*). Cette biographie et le triple CD qui l'accompagne sont donc l'occasion de revisiter quelques passages de cette aventure et de porter un regard plus subjectif et artistique sur des débats très actuels (l'islam en France, la mémoire historique coloniale, ou encore la situation actuelle du rap).

King Martov



**CINÉMA**  
**FEMMES DU CAIRE/ Yousry Nasrallah**  
*Femmes du Caire* est un brillant film-portrait de femmes. Chacune des femmes, sublimes par la caméra de Nasrallah, subit, de manières différentes, le poids de la société patriarcale. Le film ondule de personnages dignes d'un sitcom, évoluant dans le milieu des médias et de la haute société, vers un cinéma plus classique qui prend la forme du conte populaire. Nasrallah sublime ces femmes dans leur souffrance et leur détermination, beauté des plans et des personnages qui contraste avec des séquences d'une grande violence, rappelant la dure réalité de leur condition de femme. La société égyptienne offre ici un contraste entre modernité et tradition mais paraît tout le long du film écrasée sous une chape de plomb. Le plomb d'un pouvoir autoritaire et du patriarcat qui l'est tout autant.

Thibault Blondin



[www.association-radar.org](http://www.association-radar.org)  
**Radar: 1 000 documents d'archive en ligne**

En novembre 2006, des militants de la LCR ont créé l'association Radar (ex-ASMSFQI), dans le but de mettre en place un centre d'archives (physique et virtuel) de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Notre souci principal fut de préserver notre mémoire mais aussi de la faire partager aux militants, aux chercheurs et aux étudiants. La numérisation nous est apparue comme la solution la plus adéquate. Ainsi, plus de 2 000 documents ont été numérisés, de la fin des années 1920 à la fin des années 1980, dont 1 000 sont désormais accessibles au format PDF sur le site internet. Nous avons aussi produit deux DVD. Le premier propose les 211 premiers numéros de *Rouge*, ainsi que trois films militants. Le deuxième permet de consulter l'intégralité du journal *La lutte ouvrière* (1936-1939).

Enfin, l'association a adhéré, il y a deux ans, au Codhos (Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale) qui regroupe les centres d'archives du PCF, du PS, de la CGT, de la CFDT, de FO, le Cermtri... Nous sommes également partenaires avec la Bibliothèque nationale de France. Un premier stage s'est tenu sur le sujet en octobre 2009.

Le travail réalisé est considérable, mais il reste encore beaucoup à faire. Vous pouvez nous aider de plusieurs façons :

- en adhérant à l'association (10 euros pour l'année civile) et en achetant ses publications ;
- en nous confiant vos archives. La liste des documents que nous recherchons est disponible sur le site internet ;
- en numérisant des documents chez vous.

## EXPO HUGO EN QUÊTE DE SON ORIENT

La Maison de Victor Hugo présente jusqu'au 4 juillet à Paris une belle exposition consacrée aux « Orientales » (1829), le premier recueil vraiment romantique du poète, dont les idées progressistes ont commencé à prendre corps avec la « question d'Orient ».

**L**e démantèlement de l'Empire ottoman s'est étalé de 1774 à 1923 sans que la disparition de « l'homme malade de l'Europe » mette fin aux crises et aux conflits dans ses anciennes possessions, où ils font toujours l'actualité près d'un siècle plus tard. Personne aujourd'hui n'apprécierait les événements tragiques dont le Proche-Orient reste le théâtre dans les termes où Victor Hugo et ses contemporains considéraient « la question d'Orient » et en premier lieu la guerre d'indépendance de la Grèce qui les mobilisa tant. Ces regards ethnocentriques et contradictoires, épris de pittoresque et de couleur locale, fascinés par la « barbarie » des Barbaresques comme par le projet de « croisades » pour leur apporter la « civilisation », ne manquent pas de se retrouver dans *les Orientales*, où le poète perfectionnait sa dramaturgie de combinaison des opposés et d'exploitation de leurs contrastes, mais en s'autorisant désormais l'invention visionnaire. En partant de ce grand livre (avec un catalogue au même format, entre autres audaces graphiques), l'exposition met en perspective les ambiguïtés d'un orientalisme alors moins destiné aux savants qu'au grand public qui commençait à se constituer à la fin de la Restauration. Fiction fort masculine que cet Orient-là, exaltant l'héroïsme, la violence et quelques autres qualités « nobles » obérées par l'expansion du capitalisme et des mœurs bourgeoises, et surtout une liberté sexuelle hors de portée en Europe, mais qu'on croyait être la loi des harems et de leurs odalisques. Que ces fantasmes n'aient pu servir la cause de la libération des femmes dans les pays de culture arabe, encore tellement d'actualité, on le mesurera grâce aux Delacroix, Guérin, Chassériau, Barye, etc., réunis pour cette exposition. À côté de tableaux de toute beauté (le petit *Ma-zepa* de Géricault vaut à lui seul la visite) beau-

coup d'autres hésitent entre « le sublime et le grotesque », pour citer Hugo. Même posée en termes si confus, « la question d'Orient » permit aussi l'expression publique d'une fermentation politique que l'Europe du Congrès de Vienne peinait de plus en plus à réprimer et qui allait exploser avec les révolutions de 1830. N'était-ce pas à la fois le poète et le héros révolutionnaire qu'Hugo admirait en Byron, pour avoir fui l'étouffoir politique et moral de son pays et s'être mis au service des insurgés grecs? Nombre d'artistes en vinrent ainsi à se déterminer politiquement à partir de cet Orient mi-réal mi-rêvé, à commencer par Hugo et Delacroix. Arlette Sérullaz, qui scrute leurs relations dans le catalogue, cite cette phrase si typique du premier : « Quand il était libéral j'étais royaliste, et... je suis arrivé au républicanisme précisément au moment où Delacroix se faisait royaliste. » Les polémiques auxquelles donnent lieu en Europe les « questions d'Orient » du XIX<sup>e</sup> siècle sont-elles exemptes d'oppositions théâtrales et de confusions sur les situations qui les alimentent? C'est l'avertissement qu'on pourrait tirer de cette exposition. Quant à la recherche de beauté, de bonheur et de liberté qui fondait la poésie des *Orientales*, l'état actuel de l'Occident, celui de l'Orient aussi, ne lui ont rien fait perdre de son urgence.

Gilles Bounoure

Eugène Delacroix (1798-1863),

*La fiancée d'Abydos*, huile sur toile, musée du Louvre

© RMN/Jean-Gilles Berizzi





**LES AGENCES DE LA PRÉCARITÉ, JOURNALIERS À CHICAGO**  
**SÉBASTIEN CHAUVIN**

SEUIL

339 PAGES  
22 EUROS

l'essai



**SÉBASTIEN** Chauvin a travaillé comme journaliste dans les nombreuses usines de l'industrie légère de la banlieue de Chicago. Pour ce faire, il a dû acheter une fausse carte de sécurité sociale, puis faire appel aux services des nombreuses agences d'intérim de la ville. À travers cette passionnante plongée dans la précarité made in America, le jeune sociologue s'interroge sur la notion de précarité en général. Il démontre que le recours à l'intérim, contrairement aux idées reçues, n'a pas pour objectif direct de faire baisser les salaires. Il s'agit avant tout de mobiliser en permanence, dans les agences, une main-d'œuvre déqualifiée, immédiatement disponible pour satisfaire aux besoins et commandes de l'industrie. Il s'agit de faire porter l'incertitude uniquement sur les travailleurs, en instaurant une flexibilité maximale sans offrir en contrepartie aux salariés une liberté réciproque. Ces derniers sont surtout des Mexicains sans papiers ou des noirs passés par la case prison, pour qui la recherche d'un travail autre qu'intérimaire est illusoire. Le travail octroyé par les agences apparaît comme une faveur et permet d'instaurer une relation paternaliste entre intérimaires et agences. L'auteur décrit le passage par l'agence comme un rite d'institution négatif, qui vise à rabaisser le travailleur par une série de petites contraintes et humiliations. Chauvin montre que la précarité n'est pas forcément synonyme d'intermittence. Des salariés peuvent, sur la longue durée, à cause de leur statut civique ou ethnique, être maintenus dans une précarité institutionnalisée alors même que leur relation d'emploi connaît une continuité. C'est un nouveau régime des relations sociales dans lequel la « faveur » se substitue aux « droits ».

Sylvain Pattieu

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)  
27 RUE TAINÉ 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43  
[www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)

**ÉCONOMIE**  
**POURQUOI LA MULTIPLICATION DES FAILLITES RESTAURE LE TAUX DE PROFIT**

La prolifération des faillites est caractéristique de la crise du capitalisme. Comment comprendre cet extraordinaire gâchis ?

Un ferme. Tout le monde dehors ! Ces derniers mois, la vie de centaines de milliers de personnes a été brisée par les défaillances d'entreprises. Incapables de payer les salaires, les fournisseurs ou les banques, des entreprises entrent en redressement judiciaire et, dans trois quarts des cas, terminent par la faillite et la liquidation. Pour comprendre ce phénomène, la théorie de Marx de la valeur se révèle incontournable. Le travail humain est la seule source de création de valeur. Pour les capitalistes, la force de travail se présente comme une marchandise. Pour extraire la plus-value (PL), le travail vivant doit se matérialiser dans des marchandises. Le capital variable (V) désigne sa valeur mise en jeu dans la production, c'est-à-dire les salaires. Le capital constant (C) est la valeur des moyens de production et des matières premières utilisées. Le taux de profit (Tp) se calcule en divisant la plus-value par le capital employé égal à la somme du capital variable et du capital constant.

**TP = PL / V+C**

La plus-value est réinjectée dans la circulation des marchandises pour un nouvel accroissement de la plus-value et des profits. Mais la crise correspond à un blocage de la circulation du capital : le blocage conduit à la diminution du capital variable, à la baisse des salaires et à la diminution de la masse de travail employée. Le processus de travail se ralentit, ou s'arrête totalement par endroits, du capital est réellement détruit. Les salariés sont jetés dehors. Les machines qui ne sont pas utilisées ne sont pas du capital. Les matières premières qui gisent non utilisées ne sont pas du capital. Les marchandises qui pourrissent dans les magasins, tout cela c'est de la destruction de capital. Leur valeur d'usage et leur valeur d'échange s'effondrent. Certains capitalistes font faillite. La valorisation de ces sociétés, la valeur d'échange de leur capital est réduite ou définitivement détruite.<sup>1</sup> La formule du taux de profit explique que les faillites, parce qu'elles suppriment des emplois (du capital variable) et dévalorisent des machines (du capital constant), contribuent à faire remonter le taux de profit. Elles facilitent aussi les acquisitions d'entreprises à bon marché.



Une entreprise réalise 3 millions d'euros de profits pour un capital investi de 100 millions d'euros, soit un taux de profit de 3%. Si, du fait de la crise, de nouveaux propriétaires l'achètent pour 10 millions d'euros au lieu de 100, leur taux de profit est alors de 30%. La destruction de capital lors de la Grande Dépression des années 1930 et la Deuxième Guerre mondiale a ainsi rendu possibles les « Trente glorieuses ».

**LA DESTRUCTION MASSIVE DU CAPITAL**

L'Observatoire des défaillances d'entreprises nous renseigne sur les chiffres clés région par région<sup>2</sup>. Interprétés à la lumière des découvertes de Marx, ils donnent la mesure de la destruction du capital en France à un rythme annuel supérieur à 10 milliards d'euros. La défaillance de cinq entreprises concerne 3 300 salariés : Vigimark Sécurité (1 500 salariés), A&O Systems (800), Leduc (400), Auvergne Aéronautique (350) et France Europe Sécurité (250) et au total, ce sont 22 754 emplois menacés ou détruits en mars 2010. La hausse atteint 13% par an. Sur douze mois, le cumul atteint 222 000 emplois, soit 24% de plus que l'an passé ! La progression est effrayante : en juillet 2007, 100 000 emplois étaient déjà menacés ou détruits par les défaillances d'entreprises et la barre des 200 000 est franchie depuis juillet 2009. La diminution violente du capital variable dépasse 6 milliards d'euros en valeur annuelle.

Sur douze mois, l'encours fournisseurs de matières premières et de moyens de production des défaillances a passé la barre des 4 milliards d'euros. L'État est aujourd'hui le deuxième créancier des entreprises défaillantes, l'ensemble des dettes fiscales et sociales culmine à 2 milliards d'euros, légèrement plus qu'avec les banques. La diminution du capital constant représente une part du bilan total des entreprises défaillantes de 13 milliards d'euros en valeur annuelle. Injuste et violent, le capitalisme est aussi inefficace car il conduit à la destruction du capital. Un nombre sans cesse croissant de gens commencent à chercher une explication à ce qui se passe et une autre voie. Les militants anticapitalistes peuvent aller à leur rencontre et fournir l'explication marxiste des crises du capitalisme. La crise peut entrer dans une phase de dépression où les faillites des États, des entreprises et des particuliers risquent d'exploser<sup>3</sup>. Parce que les politiques de droite comme de gauche fondées sur l'économie bourgeoise montrent leurs limites, les découvertes et la méthode de Marx reviennent à l'ordre du jour pour sortir du capitalisme.

Frédéric Gudéa

1. Les crises du capitalisme, Karl Marx, Demopolis 2009. Préface de Daniel Bensaid.
2. À lire et télécharger gratuitement sur [www.coface.fr](http://www.coface.fr)
3. Lire article dans *Tout est à nous!* n°35

**boîte à lettres**

Pour nous écrire, pour prendre contact : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org) // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

**LIMOUSIN. A. C. (WEB) :** La critique de M.B. de Seine-Saint-Denis sur la tactique à adopter au cours d'élections est affligeante. L'argument superficiel consistant à dénigrer le « pauvre » Lénine et Trotsky en raison de la situation actuelle qui n'aurait rien avoir avec celle d'il y a un siècle, et d'une autre raison qui n'est pas avouée mais suggérée à savoir la nature des régimes stalinien dont Lénine et Trotsky seraient responsables par leur doctrine et leurs actions pendant la Révolution d'Octobre, est rebattu et ressassé par les néo-réformistes modernes qui ne font, sans même sans rendre compte, que reprendre les vieilles thèses éculées du réformisme et de la collaboration de classes de Martov, l'adversaire de Lénine dans le parti bolchévique, en 1905. Le capitalisme industriel et financier ne date pas de ces 30 dernières années, il a été analysé par Lénine dès le début du xx<sup>e</sup> siècle, et la tactique de lutte des travailleurs contre la bourgeoisie et ses gouvernements et de construction du parti qui

en découle n'a pas changé, même si le capitalisme a changé sous son aspect physique (robotique, technologique...), le rapport social qui le fonde est le même qu'à ses débuts.

**ABSENTÉISME ET ÉQUITÉ. S. C. (WEB) :** Une remarque qui me tient à cœur en tant qu'enseignant et père de famille : la sanction prévue contre l'absentéisme scolaire. Premièrement, la sanction n'est pas indispensable. Le premier à souffrir de cet absentéisme est l'élève absent. Reste à comprendre pourquoi celui-ci souffre plus en étant présent qu'en s'absentant. Donc à nous d'analyser et de comprendre les causes de l'absentéisme et d'y porter remède. Les parents sont très rarement responsables de cet absentéisme, plus souvent des détresses familiales, sinon celle de l'élève lui-même. Donc prendre des sanctions, c'est tirer sur une ambulance. La plus absurde des sanctions, que je vois régulièrement appliquée dans mon

établissement, c'est d'exclure temporairement ou définitivement l'élève trop souvent absent. Pour ce qui est de la suppression des allocations familiales, cette fois je monte au créneau et je vous demande comment saisir le Conseil constitutionnel : cette mesure, qui existe déjà dans la loi, me semble totalement injuste car seules seront sanctionnées les familles nombreuses. S'il faut mettre à l'amende les familles – pour autant qu'elles soient tenues pour responsables de la présence de leurs enfants en cours – il serait plus juste de le faire par l'intermédiaire d'amendes modulées en fonction des revenus de ces familles. Encore une fois, il me semble préférable de dialoguer, de comprendre et d'aider. Un dernier petit mot sur les exclusions de l'établissement scolaire : il me semble souhaitable que l'établissement qui « éjecte » un élève ait à rechercher en concertation avec celui-ci et sa famille une solution de remplacement, même si l'élève n'est plus dans le cadre de l'obligation scolaire.

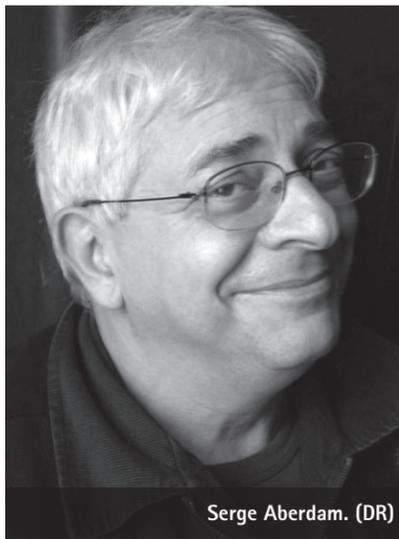


# LES MAINS DANS LE CAMBOUIS IVRY, ENTRE LES TOURS ET LES DÉCHETS

La municipalité de gauche d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) a approuvé deux énormes projets qui vont à l'encontre d'un développement urbain harmonieux, écologique et responsable.

Ivry-sur-Seine est gérée par le PCF depuis qu'il existe, ou presque. Son maire est le dernier député PCF du Val-de-Marne. La désertification industrielle a transformé Ivry, jadis commune industrielle, en une vaste réserve foncière et la grande proximité de Paris aiguise désormais l'appétit des promoteurs. La politique gouvernementale ferme beaucoup d'activités et même des hôpitaux (déjà Jean-Rostand, demain Charles-Foix!) : on « libère » des terrains qui deviennent un pactole. La municipalité PC-PS-Verts-Radicaleux-LO cherche à maintenir les réelles politiques sociales et de logement qui existent depuis des décennies mais subit l'attrait des nouvelles activités tertiaires, d'une remontée rapide de la population et de l'augmentation des ressources fiscales qui s'ensuit. Au conseil municipal, le thème dominant est celui de la « bonne gestion », mais le contenu social de cette gestion revient constamment en débat : céder à l'ivresse des projets fonciers, c'est chasser à terme les familles populaires, reléguées toujours plus loin de la capitale. Les logements et avantages sociaux intéressent tout autant les nouvelles couches de cadres et de « bobo ». La fuite en avant municipale s'est illustrée en février puis en avril. D'un côté, la proposition d'approuver un projet de la ville de Paris : rajouter en bordure d'Ivry, entre boulevard extérieur et périphérique, entre Seine et voies ferrées, près de 500000 m<sup>2</sup> comprenant quatre tours allant jusqu'à 180 mètres de hauteur (environ 50 étages), destinées uniquement à des bureaux et des activités (hôtels, restaurants...). Ces tours s'aligneront avec celles

du treizième arrondissement de Paris et celles prévues juste de l'autre côté de la Seine, entre Bercy et Charenton. Le bilan énergétique et environnemental de tels édifices est désastreux ; leur durée de vie est faible ; elles attireront un flot de voitures supplémentaires dans un secteur déjà coupé par l'autoroute A4, les voies des gares de Lyon et d'Austerlitz et le périphérique. Ce dernier passe ici très en hauteur et ne sera pas couvert, restant donc très polluant, mais le projet place juste en dessous 1500 logements en barres de quinze étages, visiblement destinés aux Parisiens les plus pauvres, et trois équipements scolaires. Or, à moins d'une cinquantaine de mètres de là, la municipalité d'Ivry propose la reconstruction, en plus grand, d'une usine régionale d'incinération des ordures. Ce super incinérateur brûlerait des déchets concentrés, par exemple des plastiques venus de toute la région. Pour rentabiliser cette énorme installation, on lui fera produire du chauffage urbain, donc en brûlant un maximum d'ordures que des centaines de camions amèneront quotidiennement, ce qu'on baptise alors, sans rire, « énergie renouvelable », avec l'appui des industriels du chauffage. Il existe même un projet de collecte « pneumatique » dans les nouveaux quartiers, une sorte de gigantesque vide-ordures horizontal... Quelle société dessine-t-on avec un tel projet d'hyper densification ? Il faut dire la vérité à la population : ces projets sont mauvais ! Construire du logement social sous les autoroutes, c'est faire injure à ceux qu'on veut loger. Il faut récupérer les bons terrains, ceux justement où s'exerce la spéculation. Considérer les



Serge Aberdam. (DR)

déchets comme des ressources est dangereux. C'est à la source qu'il faut les diminuer, dans les industries qui nous les imposent ; il faut en finir avec les équipements géants, assurer le maximum de recyclage et traiter au plus près de chaque territoire, dans des équipements plus modestes : cela contribuerait à rendre tout le monde responsable. L'unique conseiller NPA a donc voté contre les deux projets, avec les cinq élus verts, contre le reste de leur majorité municipale et contre la droite, évidemment consentante.

**Serge Aberdam,**  
conseiller municipal NPA à Ivry  
Contact : ivry@npa94.org

1. Lire article dans *Tout est à nous* n°50.

## CNE PREMIER RENDEZ-VOUS NATIONAL

Créée en même temps que le NPA, la commission écologie a organisé sa première rencontre nationale depuis le congrès de fondation. Rassemblant une cinquantaine de militant-e-s venu-e-s de presque toutes les régions, cette rencontre a été l'occasion de tirer des bilans de l'activité du NPA en matière de luttes écologistes, localement et nationalement. Si la campagne autour du sommet de Copenhague a mobilisé beaucoup de nos énergies, nombre d'actions ont été menées, tant sur les questions de politiques urbaines (contre les grandes surfaces), de nucléaire (contre le second réacteur EPR, ou contre ITER), sur les politiques de transport (LGV, fret, etc.), les questions agricoles...

Cette rencontre a été aussi l'occasion de deux longs débats : l'un sur les luttes pour la justice climatique, après la tenue du sommet de Cochabamba ; l'autre sur les luttes autour de l'énergie, d'un double point de vue, d'une part à propos des résistances antinucléaires, en particulier en Normandie, d'autre part sur le bilan des luttes des salariés des entreprises de l'énergie. Il s'agissait dans ce second débat de voir comment se posait la question des dangers du nucléaire et la nécessité d'en sortir parmi les salariés, dont la tradition, notamment syndicale, les pousse plutôt à adhérer au développement de la filière nucléaire. Enfin, cette réunion nationale a permis

de réfléchir aux difficultés que pouvait rencontrer le NPA à populariser son programme et ses orientations écologistes, ce qui nécessite de ne pas cantonner l'écologie à un pré carré mais bien d'en faire une question transversale aux autres questions politiques, qu'on parle d'emploi, de partage des richesses, des revenus et des salaires, des licenciements ou des politiques industrielles. La commission écologie doit pour cela devenir un outil au service de tou-te-s les militant-e-s du NPA, ce qui, de l'avis des participant-e-s à la rencontre, est en bonne voie.

**Vincent Gay**

## et aussi

**À MARSEILLE AUSSI, NOS RETRAITES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS!** Bravant la météo de droite et la concurrence footballistique, une centaine de militant-e-s et sympathisant-e-s se sont rassemblé-e-s à Marseille le mercredi 5 mai pour accueillir notre camarade Sandra Demarcq. Alors que la crise s'étend en Europe et sert de prétexte au gouvernement pour attaquer les acquis sociaux, ce meeting était l'occasion de réaffirmer la place du NPA dans la mobilisation et la nécessité de nourrir politiquement le mouvement d'ensemble. Rosie de la Commission d'intervention sur les lieux de travail (Cilt) a insisté sur l'importance de lutter contre les réformes gouvernementales. Marthe du comité jeunes a confirmé avec fougue que les retraites étaient une affaire de jeunes et qu'il fallait appuyer la conver-

gence historique des organisations de jeunesse sur les retraites. Devant un public attentif, Sandra a détaillé les mesures du NPA pour défendre et améliorer les retraites par répartition et le salaire socialisé en prenant sur les profits. À la tribune et dans la salle, les intervenants ont rappelé l'importance de se mobiliser autour de l'appel Attac/Copernic en créant des collectifs locaux. Nous avons discuté des perspectives de mobilisation, malgré un 1<sup>er</sup> Mai « pluvieux » et une grève à la SNCF qui a laissé des traces. Une camarade institutrice a dénoncé la précarité de nombreux salariés et ses conséquences désastreuses sur les retraites. Ce meeting a renforcé la détermination des camarades des Bouches-du-Rhône à « ne rien lâcher » sur les retraites. Prochaine étape : réussir le meeting unitaire du 7 juin à Marseille.

## S'ABONNER

### Abonnements

#### par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA  
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires  
 HEBDOMADAIRE du NPA  
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires  
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CREANCIER :

**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL**

NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR :

**554755**

#### Titulaire du compte

**NOM :** .....

**PRENOM :** .....

**ADRESSE :** .....

**CODE POSTAL :** .....

**VILLE :** .....

**MAIL :** .....

#### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

**DATE :** .....

**SIGNATURE :**

#### Etablissement teneur du compte

**BANQUE :** .....

**ADRESSE :** .....

**CODE POSTAL :** .....

**VILLE :** .....

#### Abonnements par chèque à l'ordre

de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)  
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

#### FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an  
**28 euros 56 euros**

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**50 euros 100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an  
**20 euros 40 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**38 euros 76 euros**

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an  
**22 euros 44 euros**

#### ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an  
**45 euros 90 euros**

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**65 euros 130 euros**



## RIDEAU SUR LA CULTURE

Plus de 4 000 manifestants ont défilé le 6 mai dernier à Paris, du Cirque d'hiver au Centre Pompidou en passant devant le Palais Royal où est situé le ministère de la Culture. La manifestation était organisée à l'appel d'une douzaine d'organisations de salariés (CGT, FO, CGC) et d'employeurs comme le Syndec (structures subventionnées). Une quinzaine de rassemblements et autres actions ont également eu lieu en province. Dans la soirée, plusieurs représentations ont été annulées, dont trois à la Comédie-Française, une au Théâtre national de Strasbourg (TNS) et une autre à la scène nationale Le Volcan du Havre. Les acteurs du spectacle vivant, en particulier, entendaient faire entendre leurs craintes devant les dangers qui menacent leur activité. La réforme des collectivités territoriales, en supprimant la clause de compétence

générale, risque de voir se réduire les subventions comme peau de chagrin alors que les compagnies dépendent à près de 70% de ces financements. Déjà, face aux difficultés, ce sont les secteurs culturels qui sont les premiers touchés par les restrictions budgétaires. Par ailleurs, l'application au secteur de la culture du principe de non-remplacement d'un salarié sur deux partant à la retraite aurait également des conséquences dramatiques. Les syndicats ont d'ores et déjà annoncé une nouvelle journée d'action pour le 15 juin. Et si le gouvernement continue de faire la sourde oreille, il n'est pas impossible que les festivals, nombreux en été, soient perturbés. Pour un gouvernement qui fonctionne sur l'apparence et sur la com', cet argument pourrait avoir un certain poids...



# TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE



Paris, jeudi 6 mai. Manifestation d'artistes, de salariés et directeurs de lieux culturels, pour la défense de la culture. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/BABAR)

### PAS DE BÉBÉS À LA CONSIGNE.

Les parents, professionnels, citoyens, élus sont appelés à une « Déferlante nationale de la petite enfance » samedi 29 mai, lors de manifestations dans les grandes villes de France. Malgré les milliers de manifestants les 17 février, 11 mars, 8 avril et 6 mai, Nadine Morano continue de ne rien vouloir entendre. Au contraire, l'Assemblée nationale vient d'examiner un projet de loi visant à ouvrir des maisons des assistantes maternelles, structures d'accueil collectif, sans aucune normes de sécurité. Le collectif demande que soit retiré le projet de décret prévoyant d'augmenter le nombre d'enfants à la charge des professionnels qualifiés et de mettre en place une politique d'envergure pour la petite enfance.

### UN HOMME À ABATTRE.

Le 6 mai a eu lieu l'entretien préalable en vue du licenciement de Denis Tomczak, délégué CGT chez Goss à Montataire (Oise), officiellement à la suite d'une altercation verbale avec un ouvrier de l'usine, le 3 février sur le parking de l'entreprise. L'ouvrier a porté plainte pour coups et blessures. La police a classé l'affaire sans suites mais la direction de Goss a saisi l'occasion de se débarrasser d'un salarié gênant. Chez Goss depuis 22 ans, conseiller prud'homal, Denis est très proche et apprécié de tous les salariés et occupe des responsabilités au sein de la CGT. Il a été parmi les plus actifs contre le plan social qui prévoyait 120 licenciements chez Goss : combat couronné par la décision du tribunal de Senlis d'annuler ce plan en février et d'interdire à la direction tout nouveau plan social durant un an. Le 5 mai, l'assemblée syndicale a organisé un piquet de grève devant l'usine en soutien.

### 1970-2010: QUOI DE NEUF CHEZ ELLE?

40 ans après les États généraux de la femme de 1970, le magazine *Elle* en relançait une 2<sup>e</sup> édition. Françoise Picq raconte dans *Libération des femmes, les années mouvement* : « 80 000 questionnaires ont été distribués, afin de prendre une espèce de photographie de l'opinion féminine en France ». Pour les femmes du mouvement, c'est là une opération de marketing destinée à accroître les ventes du journal. Les thèmes proposés : amour, couple, mariage, enfants, mode, santé, jeunesse... enferment « la femme » dans une représentation traditionnelle. Quelques féministes parviennent à se glisser dans le cocktail de présentation à la presse. Elles entourent le micro et dénoncent la prétention de *Elle* à représenter toutes les femmes et la « mystification » que constitue le questionnaire. 40 ans plus tard, *Elle* n'a toujours rien compris !

### LE CHIFFRE

# 417 euros

C'est la « gratification » mensuelle minimum obligatoire accordée, depuis 2009, aux stagiaires effectuant un stage de plus de deux mois dans les entreprises ou la fonction publique. La droite vient de décider que c'était trop pour vivre quand on travaille. Cette obligation, déjà supprimée par Bachelot pour les auxiliaires médicaux, vient de l'être par le Sénat pour les éducateurs et les assistantes sociales. La raison invoquée ? Depuis qu'ils sont obligés de payer, les organismes publics ne proposent plus de stages, ce qui empêche les étudiants d'obtenir leur diplôme. Pour les défenseurs du bouclier fiscal, la solution est simple : on supprime ce très maigre acquis des stagiaires.

### ROMS : MENACE D'EXPULSION ILLÉGALE.

Vendredi 7 mai, un rassemblement regroupant associations et partis politiques dont le NPA, s'est tenu sur un campement rom à Fleury-Mérogis (Essonne). Les participants protestaient contre la décision de la municipalité à majorité PS d'expulser la plupart des familles du campement installé depuis 2008. En effet, le 3 mai, le maire est venu sur le terrain avec cinq gendarmes, annonçant que le 7, seules cinq familles pourraient rester à Fleury, que les autres seraient renvoyées en Roumanie et leurs habitations détruites. Il refuse toute rencontre avec l'association de solidarité avec les familles roms, agit par intimidation, en dehors de toute légalité. Aucune demande d'expulsion n'a été faite auprès de la justice. Jusqu'en janvier 2009, le travail en commun de la municipalité PCF et de l'association avait permis à ces familles de vivre sans crainte des expulsions. Les domiciliations réalisées par la mairie ont ouvert les droits à l'Aide médicale pour les étrangers (AME) et facilité la scolarisation des enfants.

### MOLEX CONDAMNÉ.

Deux des dirigeants de l'usine de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne), filiale du groupe américain Molex, ont été condamnés par le tribunal correctionnel à six mois de prison avec sursis pour n'avoir pas informé les représentants du personnel avant la fermeture de l'usine qui a eu lieu en octobre 2008. Les cadres de l'entreprise avaient accepté un « pacte de confidentialité » qui consistait à ne pas divulguer l'information de fermeture et de délocalisation en Slovaquie en échange d'une prime. 283 salariés travaillant dans cette usine de connectique électrique automobile ont été licenciés et seuls une cinquantaine ont pu retrouver aujourd'hui une activité. La lutte des ouvriers de Molex reste un symbole de la résistance ouvrière aux fermetures d'usines. Les salariés se sont battus pendant onze mois, se mettant en grève reconductible et occupant l'usine pour empêcher son déménagement.

## “ NO COMMENT ”

Il faut saluer le courage de Papandréou et de son gouvernement. Il n'y a pas moyen de faire autrement.

ÉLISABETH GUIGOU (PS), LE PARISIEN  
DU 6 MAI.

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
**Rédaction** : 01 48 70 42 27  
**Diffusion** : 01 48 70 42 31  
**Administration** : 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil  
**Mail** : redaction@npa2009.org  
**Numéro ISSN** : 1969-8178  
**Commission paritaire** : 0414 P 11508  
**Tirage** : 8 000 exemplaires

**Société éditrice** : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication** : François Coustal  
**Impression** : Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : rotoimp@wanadoo.fr